Alain Faiure

Directeur du centre de gestion
de la Meurthe-et-Moselle

**Quelle vision pour la fonction publique territoriale ? Qu'en est-il des droits et obligations ?
Découvrez le point de vue d'un Directeur de centre de gestion.**

VOUS ÊTES...

Alain Faiure. Je suis Directeur du centre de gestion de la Meurthe-et-Moselle.

DEPUIS COMBIEN DE TEMPS TRAVAILLEZ-VOUS DANS LA FONCTION PUBLIQUE ?

J'ai pris mes fonctions le 1er octobre 1979 lors de mon premier poste en tant que Directeur Général des Services (DGS) dans une commune.

POURQUOI ÊTES-VOUS "ENTRÉ" DANS LA FONCTION PUBLIQUE ?

J'y suis entré plutôt par hasard car une connaissance qui y travaillait déjà m'en avait fait la promotion.

PARLEZ-NOUS DE VOTRE CARRIÈRE PROFESSIONNELLE DANS LA FONCTION PUBLIQUE.

J'ai commencé en commune comme DGS et après quelques années de mutation, je suis arrivé en tant que DGS du CDG de Meurthe-et-Moselle en février 1990.

QU'EST-CE QUE LE RÔLE D'UN DIRECTEUR DE CENTRE DE GESTION ?

Il a le rôle de tout DGS qui met en

œuvre les décisions des élus, organise et contrôle le travail des agents.

QU'EN EST-IL EN MATIÈRE DE DROITS ET OBLIGATIONS ?

Les droits et obligations ne sont pas spécifiques : ce sont les mêmes pour tous les agents des 3 fonctions publiques.

QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE ET SON ÉVOLUTION DEPUIS L'ORIGINE DU STATUT ?

J'ai vu plusieurs textes organiser l'intégration des contractuels en affirmant qu'il n'y aurait plus que des recrutements de fonctionnaires.

Aujourd'hui le statut prévoit explicitement le recours à des contractuels en CDI. L'unité de la fonction publique perd en cohérence.

DANS UN CONTEXTE DE DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT, QUELS SONT LES ATOUTS DES COLLECTIVITÉS POUR ATTIRER LES TALENTS ?

Je dirais le concret : participer au

montage d'un projet, le voir aboutir, constater qu'il répond à l'attente des administrés. Cette proximité avec les habitants est une richesse et une source de satisfaction.

QUE DIRIEZ-VOUS, S'AGISSANT DES DROITS ET OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES, À UN JEUNE QUI SOUHAITE S'ORIENTER DANS LA FONCTION PUBLIQUE ?

Qu'il participe, en sa qualité d'agent public, à la bonne application de la loi. Qu'il en est un peu le garant, et par là, contribue à protéger les citoyens et les plus vulnérables en particulier. Qu'il aura la certitude de servir à quelque chose, d'être utile à la République et à ses fondements.

QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR LES DROITS ET OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES ?

Ils sont d'une grande noblesse et placent chaque agent public comme protecteur et acteur dans la mise en œuvre des lois de la République.

Alain Faiure

Directeur du centre de gestion
de la Meurthe-et-Moselle

**Quelle vision pour la fonction publique territoriale ? Qu'en est-il des droits et obligations ?
Découvrez le point de vue d'un Directeur de centre de gestion.**

PENSEZ-VOUS QU'IL Y EN A TROP ? EN RAJOUTERIEZ-VOUS ? Y EN A-T-IL DES « INCONGRUS » OU « OBSOLÈTES » SELON VOUS ?

S'il y en a des incongrus ou des obsolètes, ils ne sont pas gênants en tout cas.

LE(S)QUEL(S) VOUS PARAÎSSENT ÊTRE LE(S) PLUS IMPORTANT(S) ?

Les plus importants me semblent ceux qui traitent des atteintes à la probité. Tout manquement à cette obligation fait le lit des ennemis de la démocratie en sapant la confiance de nos concitoyens dans nos institutions.

COMMENT VOYEZ-VOUS L'AVENIR DES DROITS ET OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES ?

Au-delà de la fonction publique, de nombreuses chartes de bonnes pratiques sont mises en place dans de grandes entreprises. J'y vois la preuve que nos valeurs essentielles sont partagées, au moins dans l'affichage.

AVEZ-VOUS VU UNE DIFFÉRENCE FLAGRANTE APRÈS LA LOI DE 1983 ?

La création des cadres d'emplois, la généralisation du recrutement par concours, sont autant de « révolutions » pour le monde communal devenu le monde territorial.

POURRIEZ-VOUS NOUS PARLER DE CE QU'ÉTAIT LE STATUT DE FONCTIONNAIRE AVANT 1983 ?

Basé sur le système de l'emploi, il était adapté aux agents qui déroulaient toute leur carrière dans la même commune. En 1983, ce système ne répondait plus aux nouvelles habitudes de mobilité des agents, ni au nouveau paysage issu de la décentralisation.

ESTIMEZ-VOUS QUE CETTE LOI FÛT IMPORTANTE ?

Elle était le pendant indispensable dans le domaine des moyens humains, à la décentralisation. Pour exercer ses nouvelles compétences, l'élu ter-

ritorial devait pouvoir s'appuyer sur une administration compétente, courageuse et loyale.

Le coup de maître aura été de faire une loi unique pour les 3 fonctions publiques dans l'espoir de niveler les écarts entre les fonctionnaires avec l'espoir de hisser tout le monde au bon niveau de compétences, et leur garantissant la même sécurité professionnelle.

Le tronc commun d'une partie de la formation des administrateurs de la FPE et FPT tente de « créer » des fonctionnaires d'égales qualités. Cela reste inabouti, et la faible mobilité entre les différents versants des fonctions publiques est, pour une part au moins, le résultat de cette insuffisance.